

**C.I.A.L.**

**CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE**  
**U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE**  
Route de la Tourelle 75371 Paris Cedex 12

Dir. de Publication  
Michel Beaud  
CIAL 1 Rue de Panama  
75018 PARIS

**AGENCE LATINO-AMÉRICAINNE D'INFORMATION**  
1234 STE CATHERINE O 403 TEL 15141 861 0766  
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA



1979

Don 65442

Bul. N°1

16 janvier 1979

ANNEE 1

## LES BASES DE L'ACCORD CIAL-ALAI

Suite à une période d'échanges mutuels d'idées et d'expériences, le Centre d'Information Amérique latine (CIAL) de France et l'Agence latino-américaine d'Information Inc. (ALAI) du Canada, considèrent qu'il serait pertinent de faire connaître les bases de l'accord signé par nos deux institutions, qui établit les mécanismes pour la co-production d'un bulletin d'information sur la réalité latino-américaine. Ce bulletin, publié en français chaque quinze jours, sera destiné particulièrement aux organisations syndicales et populaires d'Europe et d'Amérique du nord.

### PRESENTATION DE CIAL

Le CIAL est un centre d'information sur l'Amérique latine, créé à Paris en 1974, dont le but est de contribuer à la centralisation, la systématisation et la diffusion de matériel concernant les mécanismes de domination et les luttes populaires en Amérique latine.

Depuis sa création, le centre travaille en collaboration étroite avec l'Université de Paris VIII (Vincennes), et à partir de cette relation, a établi un échange d'informations avec des organisations populaires, des groupes politiques, des syndicats, des universités, des journaux et des revues, afin de faire mieux connaître en France et dans toute l'Europe la réalité du continent latino-américain.

En 1977, CIAL s'est constitué en Association en vertu de la Loi 1901 de France.

### PRESENTATION D'ALAI

ALAI est une organisation à but non-lucratif, fondée à Montréal en septembre 1976 par un groupe de journalistes latino-américains, motivés par la nécessité de créer un instrument de communication capable de répondre à deux problèmes: le manque d'information d'une part, et d'autre part la déformation de l'actualité effectivement diffusée au sujet de l'Amérique latine.

### POURQUOI UN BULLETIN D'INFORMATION

CIAL et ALAI ont constaté que:

1. Les média de communication de masses en Amérique latine sont liés ou appartiennent, pour la plupart, à de puissants groupes économiques.
2. Un groupe de quatre agences internationales de presse (Associated Press, United Press International, Agence France Presse et Reuter) exerce un contrôle presque total sur l'information.
3. Au cours de la dernière décennie, dans la plupart des pays d'Amérique latine, les mesures successives de contrôle de l'information et la mise en application d'une législation répressive ont, pour de larges secteurs de la population, éliminé ou réduit à un minimum les quelques possibilités d'expression qui leur restaient. Ce dernier facteur explique pourquoi ces deux institutions organisent certaines de leurs activités à l'extérieur d'Amérique latine.

A partir de cette situation, CIAL et ALAI ont reconnu le besoin de faire connaître la réalité d'Amérique latine à l'extérieur, principalement auprès des organisations syndicales et populaires, en partant du principe qu'on ne peut réaliser aucune activité de solidarité de façon conséquente et dans une perspective historique, si on ne crée pas au préalable les mécanismes appropriés pour identifier les réalités respectives.

L'absence d'information à l'extérieur sur les événements politiques et sociaux en Amérique latine atteint des proportions insoupçonnées, y compris dans les pays industrialisés, où les populations ignorent totalement la réalité de notre continent.

En tenant compte de cette situation, et pour remplir leur engagement à contribuer selon leurs moyens et possibilités au changement social de l'Amérique latine et à une meilleure connaissance de sa réalité, CIAL et ALAI entreprennent un premier travail conjoint sur le front de l'information; travail qui d'ailleurs, devrait constituer le point de départ pour développer d'autres projets en commun.

En s'engageant dans cette initiative, CIAL et ALAI s'imposent l'obligation d'ouvrir les pages de leur bulletin à tous les secteurs et tendances ayant une présence organique dans le mouvement de masses latino-américain.

novembre 1978

CENTRE de RECHERCHE UNIVERSITE PARIS VIII  
VINCENNES

Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université PARIS VIII

40 P 9801

## RENCONTRE DES EGLISES PROTESTANTES

### INTERVIEW DE LUIS REINOSO

La tenue de l'Assemblée des Eglises évangéliques (protestantes) d'Amérique latine à Oaxtepec, Mexique, entre le 19 et le 26 décembre dernier, un peu moins d'un mois donc avant la date prévue de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM) à Puebla, est pour de nombreux observateurs plus qu'une coïncidence. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse du contexte économique, social et politique de l'Amérique latine et de la nécessité de définir certaines lignes d'action face à cette réalité ce qui se traduit par la présence à l'intérieur de l'Assemblée d'Oaxtepec de deux courants qui, malgré les différences inévitables, se font l'écho des positions de la Conférence de Puebla.

Les délégués de 110 églises chrétiennes non catholiques et de 10 groupes oecuméniques ont assisté à la réunion, ainsi qu'une centaine d'observateurs et d'individus fraternisants parmi lesquels on comptait l'Evêque catholique du Diocèse de Morelos. Monseigneur Sergio Méndez Arceo, un représentant du CELAM, des représentants du Conseil mondial des Eglises et du Conseil national des Eglises des Etats-Unis.

Un des principaux accords de la réunion fut d'approuver l'organisation d'un « Conseil des Eglises latino-américaines en Formation », dont les statuts et le rayon d'action seront définis par tous les groupes présents et approuvés dans la prochaine assemblée, dans quatre ans.

Les décisions de l'assemblée figurent dans un document intitulé « Lettre aux Eglises chrétiennes et aux Organismes oecuméniques d'Amérique latine ». L'idée centrale du document est contenue dans l'analyse des structures du pouvoir en Amérique latine, dans laquelle on signale: « Dans les maux qui affligent nos peuples nous ne faisons pas seulement face au péché individuel mais à de véritables pouvoirs démoniaques d'oppression et de déshumanisation retranchés derrière des structures économiques, politiques, sociales et idéologiques. La dépendance économique qui appauvrit nos peuples et empêche leur développement, les injustices qui marginalisent des secteurs entiers du peuple et concentrent tout le pouvoir dans les mains d'élites, la répression... sont quelques unes des manifestations d'une telle situation ».

Pour connaître plus en détail cet événement, ALAI a interviewé Luis Reinoso, pasteur protestant et Secrétaire général de la Commission évangélique latino-américaine d'Education chrétienne (CELADEC), qui est une des cinq organisations oecuméniques d'Amérique latine. Cette organisation fut fondée en 1962 à Lima au Pérou et elle travaille surtout dans le domaine de l'éducation populaire.

- Quels étaient les objectifs de l'Assemblée d'Oaxtepec ?

- Tout d'abord, l'objectif de cette assemblée est celui d'une des organisations oecuméniques latino-américaines appelée UNELAM, organisation en faveur de l'unité des églises évangéliques latino-américaines, dont la tâche

aurait dû aboutir il y a quelques années. Cet objectif était de voir si les églises et les mouvements oecuméniques de tout le continent seraient d'accord pour former une organisation latino-américaine qui les regroupe en fonction de tâches et de buts communs. Un des premiers thèmes exposés fut celui de la crise d'identité de l'église protestante latino-américaine, alors que nous ne considérons pas encore notre église comme une église totalement autonome, insérée dans le processus. Quoique l'autonomie ait été accordée parfois au niveau légal et formel, mais les églises sont encore dépendantes de la pensée des églises qui sont à leur origine. Les églises et les organismes oecuméniques ont montré la volonté d'établir une commission latino-américaine des églises qui, en 1981 et 1982, sera définie plus fondamentalement dans une assemblée constitutive. *Dans un continent fondamentalement catholique, cette action vers l'unité est-elle une recherche d'identité et envisage-t-on en outre, la possibilité de devenir un interlocuteur uni par une pensée commune face aux structures ou à la pensée catholique?*

- Je crois que ce manque d'identité est dû, d'une part, au fait qu'on n'a pas reconnu le poids social de l'église catholique et, d'autre part, au fait que, ni l'église catholique, jusqu'à il y a à peine 10 ans, ni les églises protestantes ne se sont penchées sur l'histoire de l'église en rapport avec l'histoire du peuple latino-américain. Je crois que c'est là notre principale lacune; nous nous sommes d'avantage identifiés à des problèmes, à des valeurs culturelles et sociales qui ne correspondaient pas à notre propre contexte. Je crois qu'aujourd'hui, en ce qui concerne le rapprochement vers une optique historique, l'église catholique latino-américaine est en avance sur les églises protestantes qui, forcées par le contexte de l'Amérique latine, commencent cependant à faire leur propre histoire et à se découvrir elles-mêmes en tant qu'églises et à découvrir que les valeurs et les barrières qui les séparaient des catholiques ne sont pas si importantes; qu'au lieu de se regarder les uns les autres, il faut plutôt envisager les tâches et la mission à accomplir en fonction du fait que le peuple latino-américain est à la recherche d'une société plus juste. Les églises protestantes latino-américaines découvrent aussi la valeur de l'action de l'église catholique et étant minoritaire, l'église protestante doit découvrir qu'elle ne peut agir isolément en dehors du christianisme catholique.

*Croyez-vous que les conclusions de l'assemblée vont dans le sens de la reconnaissance de l'histoire latino-américaine et l'intégration de l'église protestante dans le contexte du continent, de ses problèmes et de ses difficultés?*

On pourrait répondre à la question de deux points de vue différents: un point de vue positif et un autre critique. Le côté positif c'est l'expérience que j'ai vécu personnellement

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'Information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US DLLS. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de CIAL N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - DeFrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent toujours être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

en travaillant à CELADEC qui se compose actuellement de 40 églises et groupes oecuméniques. J'ai pu remarquer dans cette assemblée un net progrès dans la pensée des églises. Les églises ont pu entamer le dialogue sur les problèmes pressants de l'Amérique Latine d'aujourd'hui. Comme par exemple, le problème du Nicaragua; qui a été un des problèmes clé de l'assemblée, dans la liturgie, dans les discussions en assemblée et en petits groupes. On a énormément approfondi la signification du problème du Nicaragua, où une dictature tente, à travers différentes formes de s'imposer devant un peuple qui est réellement à la recherche d'une nouvelle société.

Cette conscience de l'église à discuter ces problèmes n'existait pas il y a dix ans. Parler des problèmes sociaux ou politiques lui était totalement étranger. Cela aussi nous a amené à discuter des autres problèmes concernant toute l'Amérique latine : la faim, la misère, la torture, le manque de logements, le manque d'éducation, etc., qui sont des problèmes que l'église ne peut pas ignorer.

Cependant, on ne doit pas se faire beaucoup d'illusions puisque cette discussion n'en finit jamais à l'intérieur de l'église. Il me semble que ce qui est fondamental c'est comment l'église se met au service de la communauté, comment elle prend parti en ce moment pour ceux qui souffrent. Je crois que dans le processus d'unification des églises on ne peut pas omettre l'unité du peuple.

*Dans cette recherche, comment se situe l'assemblée face à la relation église-politique; comment a-t-on envisagé les options politiques du peuple vers le socialisme ou le marxisme?*

Je crois que l'assemblée n'a pas atteint ce point-là, ou plutôt qu'on n'a pas particulièrement discuté sur ce thème-là. Cependant, quoique nous ne soyons pas arrivés à parler de comment l'église établit un rapport avec les secteurs socialistes ou marxistes bien que nous n'en ayons pas parlé en ces termes-là, il a été très intéressant et très instructif d'envisager la possibilité réelle de comprendre ce qu'est la politique. La neutralité politique n'existe pas; il est actuellement impossible de ne pas prendre parti pour les pauvres, c'est-à-dire, pour la construction de la nouvelle société. Dans ce sens, nous pourrions dire que, effectivement, la construction du socialisme en Amérique latine est un des chemins vers la nouvelle société. Il me semble que cela a été compris par de nombreux chrétiens qui ont des idées progressistes et qui dans le mouvement oecuméniques sont considérés comme l'avant-garde des chrétiens d'Amérique latine. Au niveau institutionnel c'est encore plus difficile, surtout au niveau des autorités ecclésiastiques protestantes et de certains laïques qui occupent des postes importants dans la hiérarchie de nos églises. Mais on a dans le fond, rompu un peu avec cet aspect négatif: ne pas se mêler de politique. Il me semble que les églises ont pris conscience que le fait d'affirmer: ne pas se mêler de politique, est déjà une option politique en soi, pour le système dans lequel on vit, et cela est très intéressant. D'un autre côté, le choix d'exprimer notre solidarité avec le Nicaragua nous rapproche sans aucun doute de la position du peuple nicaraguayen qui vise la construction d'une nouvelle société par la voie du socialisme.

*Cuant aux groupes oecuméniques, qui nous le savons sont minoritaires dans l'assemblée elle-même qu'en tant que groupe d'avant-garde à l'intérieur de l'église protestante, comment assument-ils ce rôle d'avant-garde et quelle est leur influence réelle?*

Pour répondre à cette question, je dirai qu'il faut regarder l'histoire du mouvement oecuménique en Amérique latine, et voir qu'il est relativement jeune, en général l'histoire du mouvement oecuménique prend racines dans le

Mouvement étudiant chrétien qui surgit avant la réalisation du Conseil mondial des Eglises, et qui est entré en activité depuis à peu près 1910. Ce mouvement oecuménique, se compose également de l'Union latino-américaine des Jeunes oecuméniques, qui naît autour des années 40, et de trois autres organisations: l'Action sociale oecuménique latino-américaine (ASEL), l'Union latino-américaine des Jeunes oecuméniques (ULAJE) et nous: CELADEC. Ce sont tous des groupes minoritaires – à l'assemblée il y avait un représentant par groupe, c'est-à-dire cinq au total, par rapport aux 110 délégués des églises –, cependant, ces mouvements ont vécu, spécialement dans les années 60, une tension dialectique très intéressante: la tension entre l'institution ecclésiastique dans ce cas et ce que nous appellerions le mouvement chrétien.

Face au débat sur la participation des mouvements oecuméniques au prochain Conseil latino-américain des Eglises, le docteur José Miguez Bonino disait qu'il serait vraiment dommage que les mouvements oecuméniques n'y soient pas représentés étant donné qu'ils avaient été et continueront peut-être à être l'avant-garde; une solution progressiste, parce que l'église institutionnelle n'est pas seule à pouvoir répondre à la situation latino-américaine au niveau de ce que représente l'Évangile.

*Ce Conseil latino-américain des Eglises (CLAI) et ses dirigeants répondraient donc à une possibilité de dialogue, d'ouverture vers une voie plus progressiste?*

– Eh bien, nous l'espérons. Comme je l'ai déjà dit, il existe deux positions: la première qui ne veut rien savoir de tout ce qui représente une action politique actuellement, et la deuxième plus progressiste. Nous pensons, comme nous l'avons d'ailleurs prouvé dans notre pratique en Amérique latine, que l'église est une structure, elle représente une réalité à l'intérieur des structures sociales latino-américaines, c'est le secteur de travail auquel nous appartenons. Mais, d'un autre côté, je ne crois pas qu'avec la création d'une église proprement latino-américaine ou d'une structure nouvelle comme le CLAI, s'achèvera notre tâche. Il ne s'agit pas actuellement d'une unité structurelle dans laquelle nous soyons tous complètement d'accord, puisqu'il me semble que si on ne définit pas clairement les objectifs du CLAI –ce qui se fera dans seulement quatre ans–, il faut définir cette unité structurelle. Si cette unité est définie au niveau de la structure et par la structure elle-même, le CLAI n'aura aucun sens; mais, si l'unité de l'église est recherchée et réalisée, chaque fois d'avantage, en fonction de ce que le peuple latino-américain recherche, alors je crois que les groupes oecuméniques et les églises arriveront à établir un dialogue très fructueux, un dialogue, une réflexion et un mode d'action qui nous fasse progresser.

*Pourriez-vous faire très brièvement un schéma des conclusions de l'assemblée?*

– On peut signaler premièrement l'établissement d'un Comité provisoire, d'un Conseil directif qui a nommé deux représentants par église et deux représentants des mouvements oecuméniques, c'est-à-dire 14 délégués au total qui auront pour mission principale d'établir un dialogue avec toutes les églises latino-américaines avec la documentation qui a été produite jusqu'à maintenant, basée fondamentalement sur deux thèmes: la réalité latino-américaine et l'unité de l'église. Il s'agit également de consulter les églises et les organismes oecuméniques sur la façon de structurer un conseil latino-américain dans quatre ans.

Un autre résultat important de l'assemblée est la condamnation du régime du Nicaragua ainsi que la condamnation de certaines actions de répression du gouvernement des États-Unis à Porto Rico. Il a été décidé d'envoyer des câbles aux États-Unis pour que ces derniers

cessent l'intervention au Nicaragua et se mettent à l'étude des divers problèmes de l'Amérique latine: la faim, la misère, la torture, la malnutrition, la persécution et le manque d'éducation qui en tant que problèmes très concrets ont été remarqués par l'assemblée.

*Peut-on dire que ces décisions se rapprochent des définitions de la réalité latino-américaine apportées par l'église catholique à Medellín?*

- A Medellín, l'église catholique a bénéficié d'une importante documentation ainsi que de personnalités intéressantes, ce dont nous avons été dépourvus, et, en outre, cet événement était situé dans un contexte totalement différent de celui d'aujourd'hui. L'église aujourd'hui et les sciences religieuses ne peuvent rester en dehors des données que nous fournissent les sciences sociales. La présence de scientifiques sociaux dans une assemblée comme la nôtre aurait été profitable. D'ailleurs, je crois que parmi nous à l'assemblée il y avait quelques individus, éducateurs et membres de groupes œcuméniques qui étaient conscients de l'apport des sciences sociales. Et deux documents importants ont d'ailleurs été soumis à l'assemblée, un premier sur la réalité latino-américaine et un second sur les droits humains.

On peut effectivement considérer Medellín comme une ouverture sur la société latino-américaine. Mais la confiance que nous pouvons avoir sur ce processus est fondée surtout sur l'action que nous serons capables d'avoir en Amérique latine. Et nous ne devons pas oublier que Medellín fut un moment historique pour l'église catholique.

*Une des conclusions les plus importantes de Medellín fut de définir la réalité latino-américaine comme une « situation de violence institutionnalisée ». Croyez-vous que Oaxtepec se trouve d'accord sur cette définition?*

- Oui les documents s'accordent là-dessus, la violence est institutionnalisée sur le continent latino-américain et

c'est là que se situe le combat des églises latino-américaines. Et on en vient à se poser les deux problèmes: celui de la violence et de celui de la non-violence. Cette assemblée a reconnu un état de violence, un des thèmes abordés est celui de la liberté nécessaire pour être une église à part entière. On reconnaît que les mécanismes de la répression en Amérique latine atteignent aujourd'hui l'église elle-même. Cela est fondamental, parce que l'église se rend compte qu'elle fait partie du peuple réprimé et ne lui est pas étrangère.

*Quel est le rôle de la Théologie de la Libération dans le camp protestant latino-américain?*

- Je dirai que la Théologie de la Libération est un instrument très utile pour le travail avec les couches moyennes, les secteurs petits bourgeois, religieux ou laïques. Ces dernières années nous nous sommes rendu compte que les riches éléments de la Théologie de la libération n'étaient pas réellement adoptés par le peuple pour faire de la théologie dans sa propre perspective, et son propre langage, ses propres valeurs, et à partir de ses luttes. La Théologie de la Libération en tant que telle demeurerait un apport uniquement académique. Ce que nous vivons au niveau latino-américain en ce moment est une démarche théologique avec des secteurs qui sont à la recherche de leur libération. Il serait très enrichissant de constater en ce moment dans le cadre de la religiosité populaire quel est l'espoir du peuple du Nicaragua à travers sa lutte. Ce fait donnerait des éléments importants pour comprendre ce qu'est la réflexion théologique à partir d'une lutte. Il me semble que cela ne met pas de côté la théologie systématique, puisque c'est avec son aide que nous allons pouvoir comprendre le processus en cours. Et sans aucun doute, la démarche théologique future sera celle du peuple, et particulièrement à l'heure actuelle celle du Nicaragua. Dans ce cas nous pouvons parler d'une théologie populaire.

#### AVIS AUX LECTEURS

**A partir de janvier 1979, le service d'information ALAI en français paraîtra sous cette nouvelle forme.**

**Ce bulletin est produit en collaboration avec le Centre d'information Amérique latine (CIAL) de Paris, et publié en France. Il paraîtra tous les QUINZE JOURS, et inclura une section spéciale sur le syndicalisme en Amérique latine, le Supplément B.I.O.S.A.L. Le contenu sera adapté aux besoins de lecteurs francophones d'ALAI. Le premier numéro paraît le 16 janvier 1979.**

**Avec ce nouveau format, il y aura également un changement des prix d'abonnement. Les nouveaux prix seront les suivants:**

	Institutions	Individus (*)
En France (Francs Français)	165 F.F.	105 F.F.
A l'Extérieur (Dollar US)	\$ 40	\$ 25

**\*Prix spécial pour Etudiants: en France, 65 francs: à l'extérieur: \$15 US.**

**Prix au Numéro: 5 FF.**

**Tout abonnement commençant après le 1er Janvier 1979, devrait être payé directement à CIAL, selon les modalités suivantes:**

**Les chèques, faits au nom du Centre d'Information Amérique latine, devront être envoyés à:**

N° de compte: 221 49 0407  
Banque régionale d'Escompte et de Dépôts (BRED)  
Agence-Vincennes de France  
94300 VINCENNES  
FRANCE

Toute correspondance concernant l'abonnement sera adressée à: CIAL, 1 rue de Panama, 75018 PARIS FRANCE

Les abonnements payés avant 1979 seront transférés à CIAL. La correspondance et les abonnements concernant nos publications en **espagnol** doivent s'adresser comme toujours au siège d'ALAI à Montréal.

## PEROU INTERVIEW A

### I. DIRIGEANTS POLITIQUES

*1.1. Genero Ledesma Izquieta.* Il s'agit en premier lieu d'analyser ce que fit le gouvernement du général Velasco Alvarado en ce qui concerne le pétrole, par exemple. Lors de la formation de son gouvernement et de la récupération des gisements de Talara, le pays vibre d'enthousiasme et les secteurs populaires se préparent à collaborer avec le régime, et la bourgeoisie nationale elle-même, opprimée par l'impérialisme américain, envisage une possibilité de développement. Deux forces opposées se rejoignent alors en faveur du gouvernement militaire : la bourgeoisie nationale, désireuse de se développer et les forces populaires, les syndicats, les jeunes, le Parti communiste péruvien lui-même (« Unidad »), qui appuient le général Velasco. Ce gouvernement, donc, renforcé sur les deux flancs commence à développer un type de gouvernement autoritaire qui s'accroît à mesure que le temps passe : il en arrive même à réprimer les travailleurs en oubliant l'appui que ces derniers lui ont porté depuis le début. C'est à ce moment qu'on assiste au tragique massacre de Cobriza, où cinq mineurs périssent et où de nombreux autres sont blessés par balle, pour avoir dénoncé les agissements du gouvernement militaire dans le lointain camp de Cobriza, propriété d'abord de la Cerro De Pasco Corporation et aujourd'hui de CENTROMIN-Pérou, après la nationalisation. Le gouvernement du général Velasco s'éloigne des travailleurs pour développer et favoriser la bourgeoisie nationale, tout le programme du général Velasco est un programme visant les intérêts de la bourgeoisie, et cela malgré les étatisations. Au moment où cette bourgeoisie péruvienne trouve dans le général Velasco un obstacle à son projet – car celui-ci continue d'une certaine façon à vouloir favoriser les travailleurs, par les nationalisations par exemple –, elle provoque un coup d'Etat qui défait Velasco et c'est alors qu'apparaît ce qu'on appelle la « seconde phase » de Morales Bermudez au cours de laquelle seront modifiés de nombreuses mesures prises pendant la « première phase », considérées comme précipitées et néfastes. On en arrive ainsi à la situation présente où non seulement le capitalisme national se développe sans obstacle, mais où les portes sont grandes ouvertes à l'impérialisme américain. Le gouvernement de la seconde phase devant un besoin urgent de fonds fait appel aux entreprises privées principalement américaines, et se soumet également à la politique du Fonds Monétaire International, dans ce nouveau contexte les dévaluations monétaires se succèdent, et la hausse du coût de la vie, l'instabilité économique, le chômage affectent tous les travailleurs.

*1.2. Hector Béjar.* Pour définir la société péruvienne il me faut commencer par quelques approximations. Je crois que nous continuons de vivre un processus accéléré d'urbanisation, mais pas dans les conditions habituelles. Le Pérou est un pays moins urbanisé que ce que l'on pense, plus rural et en prise donc à un processus d'urbanisation comme d'autres pays d'Amérique Latine. Et cela a des conséquences graves, il me semble que les problèmes des étapes antérieures de développement du pays sont accentuées davantage aujourd'hui. Nous sommes face à une ville surdéveloppée, à un Etat qui malgré sa puissance n'a pas réussi à transformer la planification économique en planification sociale, il existe en fait une planification de l'Etat mais aucune planification de la société. Le processus révolutionnaire entre 1968 et 1975 n'a pas réussi à assortir la politique de l'Etat à la croissance du pays et à la présence de nouvelles forces sociales. Dans la situation présente, malgré l'existence d'un Etat fort, il n'y a aucune solution au chômage, au sous-emploi, à la cherté de la vie, à l'absence

de services de santé, etc. D'un autre côté la classe ouvrière n'a pas suivi le même rythme de croissance que le pays et cela pour une raison fondamentale : le développement industriel n'existant pas il n'y a donc pas eu une augmentation du nombre d'emplois disponibles. Les nouvelles industries au Pérou sont des industries du modèle des pays développés, avec une technologie avancée mais avec un besoin en main-d'œuvre assez bas. Même les grands projets du gouvernement ne représentent pas une grande absorption de main-d'œuvre. Pendant ce temps dans le pays, les classes moyennes continuent leur croissance qui débute aux environs des années 50 ou un peu avant, mais qui est plus importante aujourd'hui que jamais parce que les universités continuent à fournir le pays en professionnels qui demeurent sans emploi. Dans les couches plus élevées il y a eu un déplacement de la vieille oligarchie mais de nouveaux secteurs enrichis ont surgi de l'industrie, du commerce intérieur, de la spéculation avec le commerce extérieur et aussi des affaires de l'Etat. Dans la mesure où l'Etat assume le contrôle mais n'assume par toujours directement les activités économiques du Pérou, les contrats avec l'Etat et les travaux publics, par exemple, ont enrichi une petite classe de parvenus. C'est pour ça que nous trouvons à la tête du pouvoir des groupes industriels associés directement avec la bureaucratie de l'Etat. Je crois que c'est un problème qui va se répéter de façon plus importante dans le pays au cours des prochaines années, les membres de l'armée ne sont pas aujourd'hui au Pérou les mêmes que ceux qui prirent le pouvoir en 1968. L'économie du Pérou continue d'être manipulée par l'Etat. Mais cela n'est pas toujours un facteur de progrès dans la mesure où l'Etat devint une voie d'accès pour les monopoles étrangers et transnationaux vers l'économie péruvienne. L'Etat qui fut un facteur de transformation au cours des sept années du processus révolutionnaire, favorisant le développement du pays, nuit maintenant, à travers la nouvelle orientation politique, au développement de l'économie péruvienne dans la mesure où il existe une tendance dans les secteurs bureaucratiques, militaires et civils, à s'allier ou à coexister avec les entreprises transnationales ou avec les entreprises privées nationales. Et ce problème se complique avec le Pacte Andin, au moment où le Pacte Andin arrête d'être une option révolutionnaire ou de développement, dans la mesure où il permet la naissance d'industries de base nationales, dans la mesure où le marché andin devient un marché pour les transnationales, alors on assiste également à la détérioration de la situation et du rôle de l'Etat au Pérou. Le Pérou est un pays capitaliste, c'est évident, les rapports de production prédominants sont des rapports de production capitalistes. Un problème à ne pas oublier est que le Pérou a une économie en cours d'intégration au système capitaliste, on trouve effectivement des rapports de production féodaux ou semi-féodaux aussi bien que des rapports de production capitalistes. Même les secteurs les plus retardés de l'économie péruvienne ont un type de production capitaliste, comme l'industrie forestière qui s'étend de façon capitaliste dans le commerce extérieur du bois. Mais il faut ajouter que c'est le processus révolutionnaire qui a commencé à assumer certaines tâches qui étaient inévitables si on voulait développer l'économie péruvienne dans une tendance socialiste. Au Pérou, en 1968, on a assisté à de nombreuses activités créatrices dans le domaine de l'économie, mais rien ne pouvait éviter que l'on établisse la réforme agraire, des nationalisations, et que se développe un certain monopole dans le commerce extérieur. Il est évident qu'en progressant dans ce processus tout en introduisant de nouveaux facteurs d'économie sociale, comme la

cessent l'intervention au Nicaragua et se mettent à l'étude des divers problèmes de l'Amérique latine: la faim, la misère, la torture, la malnutrition, la persécution et le manque d'éducation qui en tant que problèmes très concrets ont été remarqués par l'assemblée.

*Peut-on dire que ces décisions se rapprochent des définitions de la réalité latino-américaine apportées par l'église catholique à Medellín?*

- A Medellín, l'église catholique a bénéficié d'une importante documentation ainsi que de personnalités intéressantes, ce dont nous avons été dépourvus, et, en outre, cet événement était situé dans un contexte totalement différent de celui d'aujourd'hui. L'église aujourd'hui et les sciences religieuses ne peuvent rester en dehors des données que nous fournissent les sciences sociales. La présence de scientifiques sociaux dans une assemblée comme la nôtre aurait été profitable. D'ailleurs, je crois que parmi nous à l'assemblée il y avait quelques individus, éducateurs et membres de groupes œcuméniques qui étaient conscients de l'apport des sciences sociales. Et deux documents importants ont d'ailleurs été soumis à l'assemblée, un premier sur la réalité latino-américaine et un second sur les droits humains.

On peut effectivement considérer Medellín comme une ouverture sur la société latino-américaine. Mais la confiance que nous pouvons avoir sur ce processus est fondée surtout sur l'action que nous serons capables d'avoir en Amérique latine. Et nous ne devons pas oublier que Medellín fut un moment historique pour l'église catholique.

*Une des conclusions les plus importantes de Medellín fut de définir la réalité latino-américaine comme une « situation de violence institutionnalisée ». Croyez-vous que Oaxtepec se trouve d'accord sur cette définition?*

- Oui les documents s'accordent là-dessus, la violence est institutionnalisée sur le continent latino-américain et

c'est là que se situe le combat des églises latino-américaines. Et on en vient à se poser les deux problèmes: celui de la violence et de celui de la non-violence. Cette assemblée a reconnu un état de violence, un des thèmes abordés est celui de la liberté nécessaire pour être une église à part entière. On reconnaît que les mécanismes de la répression en Amérique latine atteignent aujourd'hui l'église elle-même. Cela est fondamental, parce que l'église se rend compte qu'elle fait partie du peuple réprimé et ne lui est pas étrangère.

*Quel est le rôle de la Théologie de la Libération dans le camp protestant latino-américain?*

- Je dirai que la Théologie de la Libération est un instrument très utile pour le travail avec les couches moyennes, les secteurs petits bourgeois, religieux ou laïques. Ces dernières années nous nous sommes rendu compte que les riches éléments de la Théologie de la libération n'étaient pas réellement adoptés par le peuple pour faire de la théologie dans sa propre perspective, et son propre langage, ses propres valeurs, et à partir de ses luttes. La Théologie de la Libération en tant que telle demeurerait un apport uniquement académique. Ce que nous vivons au niveau latino-américain en ce moment est une démarche théologique avec des secteurs qui sont à la recherche de leur libération. Il serait très enrichissant de constater en ce moment dans le cadre de la religiosité populaire quel est l'espoir du peuple du Nicaragua à travers sa lutte. Ce fait donnerait des éléments importants pour comprendre ce qu'est la réflexion théologique à partir d'une lutte. Il me semble que cela ne met pas de côté la théologie systématique, puisque c'est avec son aide que nous allons pouvoir comprendre le processus en cours. Et sans aucun doute, la démarche théologique future sera celle du peuple, et particulièrement à l'heure actuelle celle du Nicaragua. Dans ce cas nous pouvons parler d'une théologie populaire.

#### AVIS AUX LECTEURS

**A partir de janvier 1979, le service d'information ALAI en français paraîtra sous cette nouvelle forme.**

**Ce bulletin est produit en collaboration avec le Centre d'information Amérique latine (CIAL) de Paris, et publié en France. Il paraîtra tous les QUINZE JOURS, et inclura une section spéciale sur le syndicalisme en Amérique latine, le Supplément B.I.O.S.A.L. Le contenu sera adapté aux besoins de lecteurs francophones d'ALAI. Le premier numéro paraît le 16 janvier 1979.**

**Avec ce nouveau format, il y aura également un changement des prix d'abonnement. Les nouveaux prix seront les suivants:**

	Institutions	Individus (*)
En France (Francs Français)	165 F.F.	105 F.F.
A l'Exterieur (Dollar US)	\$ 40	\$ 25

**\*Prix spécial pour Etudiants: en France, 65 francs: à l'extérieur: \$15 US.**

**Prix au Numéro: 5 FF.**

**Tout abonnement commençant après le 1er Janvier 1979, devrait être payé directement à CIAL, selon les modalités suivantes:**

**Les chèques, faits au nom du Centre d'Information Amérique latine, devront être envoyés à:**

N° de compte: 221 49 0407  
Banque régionale d'Escompte et de Dépôts (BRED)  
Agence-Vincennes de France  
94300 VINCENNES  
FRANCE

Toute correspondance concernant l'abonnement sera adressée à: CIAL, 1 rue de Panama, 75018 PARIS FRANCE

Les abonnements payés avant 1979 seront transférés à CIAL. La correspondance et les abonnements concernant nos publications en **espagnol** doivent s'adresser comme toujours au siège d'ALAI à Montréal.

## PEROU INTERVIEW A

### I. DIRIGEANTS POLITIQUES

*1.1. Genero Ledesma Izquieta.* Il s'agit en premier lieu d'analyser ce que fit le gouvernement du général Velasco Alvarado en ce qui concerne le pétrole, par exemple. Lors de la formation de son gouvernement et de la récupération des gisements de Talara, le pays vibre d'enthousiasme et les secteurs populaires se préparent à collaborer avec le régime, et la bourgeoisie nationale elle-même, opprimée par l'impérialisme américain, envisage une possibilité de développement. Deux forces opposées se rejoignent alors en faveur du gouvernement militaire : la bourgeoisie nationale, désireuse de se développer et les forces populaires, les syndicats, les jeunes, le Parti communiste péruvien lui-même (« Unidad »), qui appuient le général Velasco. Ce gouvernement, donc, renforcé sur les deux flancs commence à développer un type de gouvernement autoritaire qui s'accroît à mesure que le temps passe : il en arrive même à réprimer les travailleurs en oubliant l'appui que ces derniers lui ont porté depuis le début. C'est à ce moment qu'on assiste au tragique massacre de Cobriza, où cinq mineurs périssent et où de nombreux autres sont blessés par balle, pour avoir dénoncé les agissements du gouvernement militaire dans le lointain camp de Cobriza, propriété d'abord de la Cerro De Pasco Corporation et aujourd'hui de CENTROMIN-Pérou, après la nationalisation. Le gouvernement du général Velasco s'éloigne des travailleurs pour développer et favoriser la bourgeoisie nationale, tout le programme du général Velasco est un programme visant les intérêts de la bourgeoisie, et cela malgré les étatisations. Au moment où cette bourgeoisie péruvienne trouve dans le général Velasco un obstacle à son projet – car celui-ci continue d'une certaine façon à vouloir favoriser les travailleurs, par les nationalisations par exemple –, elle provoque un coup d'Etat qui défait Velasco et c'est alors qu'apparaît ce qu'on appelle la « seconde phase » de Morales Bermudez au cours de laquelle seront modifiés de nombreuses mesures prises pendant la « première phase », considérées comme précipitées et néfastes. On en arrive ainsi à la situation présente où non seulement le capitalisme national se développe sans obstacle, mais où les portes sont grandes ouvertes à l'impérialisme américain. Le gouvernement de la seconde phase devant un besoin urgent de fonds fait appel aux entreprises privées principalement américaines, et se soumet également à la politique du Fonds Monétaire International, dans ce nouveau contexte les dévaluations monétaires se succèdent, et la hausse du coût de la vie, l'instabilité économique, le chômage affectent tous les travailleurs.

*1.2. Hector Béjar.* Pour définir la société péruvienne il me faut commencer par quelques approximations. Je crois que nous continuons de vivre un processus accéléré d'urbanisation, mais pas dans les conditions habituelles. Le Pérou est un pays moins urbanisé que ce que l'on pense, plus rural et en prise donc à un processus d'urbanisation comme d'autres pays d'Amérique Latine. Et cela a des conséquences graves, il me semble que les problèmes des étapes antérieures de développement du pays sont accentuées davantage aujourd'hui. Nous sommes face à une ville surdéveloppée, à un Etat qui malgré sa puissance n'a pas réussi à transformer la planification économique en planification sociale, il existe en fait une planification de l'Etat mais aucune planification de la société. Le processus révolutionnaire entre 1968 et 1975 n'a pas réussi à assortir la politique de l'Etat à la croissance du pays et à la présence de nouvelles forces sociales. Dans la situation présente, malgré l'existence d'un Etat fort, il n'y a aucune solution au chômage, au sous-emploi, à la cherté de la vie, à l'absence

de services de santé, etc. D'un autre côté la classe ouvrière n'a pas suivi le même rythme de croissance que le pays et cela pour une raison fondamentale : le développement industriel n'existant pas il n'y a donc pas eu une augmentation du nombre d'emplois disponibles. Les nouvelles industries au Pérou sont des industries du modèle des pays développés, avec une technologie avancée mais avec un besoin en main-d'œuvre assez bas. Même les grands projets du gouvernement ne représentent pas une grande absorption de main-d'œuvre. Pendant ce temps dans le pays, les classes moyennes continuent leur croissance qui débute aux environs des années 50 ou un peu avant, mais qui est plus importante aujourd'hui que jamais parce que les universités continuent à fournir le pays en professionnels qui demeurent sans emploi. Dans les couches plus élevées il y a eu un déplacement de la vieille oligarchie mais de nouveaux secteurs enrichis ont surgi de l'industrie, du commerce intérieur, de la spéculation avec le commerce extérieur et aussi des affaires de l'Etat. Dans la mesure où l'Etat assume le contrôle mais n'assume par toujours directement les activités économiques du Pérou, les contrats avec l'Etat et les travaux publics, par exemple, ont enrichi une petite classe de parvenus. C'est pour ça que nous trouvons à la tête du pouvoir des groupes industriels associés directement avec la bureaucratie de l'Etat. Je crois que c'est un problème qui va se répéter de façon plus importante dans le pays au cours des prochaines années, les membres de l'armée ne sont pas aujourd'hui au Pérou les mêmes que ceux qui prirent le pouvoir en 1968. L'économie du Pérou continue d'être manipulée par l'Etat. Mais cela n'est pas toujours un facteur de progrès dans la mesure où l'Etat devint une voie d'accès pour les monopoles étrangers et transnationaux vers l'économie péruvienne. L'Etat qui fut un facteur de transformation au cours des sept années du processus révolutionnaire, favorisant le développement du pays, nuit maintenant, à travers la nouvelle orientation politique, au développement de l'économie péruvienne dans la mesure où il existe une tendance dans les secteurs bureaucratiques, militaires et civils, à s'allier ou à coexister avec les entreprises transnationales ou avec les entreprises privées nationales. Et ce problème se complique avec le Pacte Andin, au moment où le Pacte Andin arrête d'être une option révolutionnaire ou de développement, dans la mesure où il permet la naissance d'industries de base nationales, dans la mesure où le marché andin devient un marché pour les transnationales, alors on assiste également à la détérioration de la situation et du rôle de l'Etat au Pérou. Le Pérou est un pays capitaliste, c'est évident, les rapports de production prédominants sont des rapports de production capitalistes. Un problème à ne pas oublier est que le Pérou a une économie en cours d'intégration au système capitaliste, on trouve effectivement des rapports de production féodaux ou semi-féodaux aussi bien que des rapports de production capitalistes. Même les secteurs les plus retardés de l'économie péruvienne ont un type de production capitaliste, comme l'industrie forestière qui s'étend de façon capitaliste dans le commerce extérieur du bois. Mais il faut ajouter que c'est le processus révolutionnaire qui a commencé à assumer certaines tâches qui étaient inévitables si on voulait développer l'économie péruvienne dans une tendance socialiste. Au Pérou, en 1968, on a assisté à de nombreuses activités créatrices dans le domaine de l'économie, mais rien ne pouvait éviter que l'on établisse la réforme agraire, des nationalisations, et que se développe un certain monopole dans le commerce extérieur. Il est évident qu'en progressant dans ce processus tout en introduisant de nouveaux facteurs d'économie sociale, comme la

propriété sociale par exemple, et la participation populaire à divers niveaux, on transforme le processus de liquidation des anciens rapports de production semi-féodaux et on progresse vers de nouveaux rapports de production à caractère socialiste. Si ce processus se maintient, le changement profond de la société oligarchique en une société socialiste se produit. Mais si cette révolution est interrompue à mi-chemin, comme ça a été le cas au Pérou, alors on obtient purement et simplement un déplacement de l'oligarchie, la liquidation de certains rapports de production féodaux à la campagne, le progrès capitaliste de certains secteurs de l'économie et un projet économique socialiste réduit à un projet de propriété sociale. Il ne faut pas oublier que le gouvernement du général Velasco n'a pas laissé un pays à prédominance capitaliste ou qu'il a accentué les rapports de production capitaliste dans l'économie péruvienne, mais il faut également considérer que ce gouvernement a agi à l'intérieur d'un processus qui avait vraiment pour but l'implantation d'une nouvelle économie de type social basée sur des rapports de production sociaux.

**1.3. Ricardo Gadea.** Les militaires ont pris le contrôle complet de l'appareil politique en 1968 et ce pour la seconde fois. En 1963 il y avait effectivement déjà eu une première expérience de gouvernement institutionnel des Forces armées et à partir de 1968 cette expérience est reprise mais non plus cette fois-ci comme un exercice circonstanciel et temporaire du pouvoir pour le livrer ensuite aux civils, mais dans l'optique d'un vaste programme de réformes. Comme on le sait, c'est un projet de réforme qui se base sur l'expropriation de l'International Petroleum Company, sur la réforme agraire, sur la loi sur les mines, la loi sur la pêche, la loi sur les industries et la communauté dans le secteur du travail. On met en œuvre une politique qui donne à l'Etat un droit d'intervention de plus en plus important dans l'économie aussi bien que dans d'autres secteurs de la vie du pays, l'Etat est considéré comme un élément fondamental du processus d'accumulation. Ce projet de réformes a réalisé un cycle complet, réveillant certains espoirs mais aussi certaines confusions dans les secteurs populaires et la gauche qui ont assisté finalement à la mise en échec et à la révision de ce projet par ceux-là même qui l'avaient mis en œuvre. Si en 1968 on pouvait définir la société péruvienne comme une société capitaliste essentiellement dépendante, avec un Etat oligarchique traditionnel où les secteurs latifundistes agricoles traditionnels représentaient un poids important, au cours des dix dernières années il y a eu des changements notables. En effet, les propriétaires traditionnels de la terre ont été gravement touchés par les expropriations et se sont vu supprimer en grande partie leur pouvoir politique, alors que d'autre part les secteurs les plus représentatifs du grand capital industriel, du grand capital financier assument dorénavant un grand rôle politique. De cette façon, sous l'aile du réformisme militaire s'est développé un secteur d'entreprise, d'Etat où une partie de la bureaucratie civile et militaire tire une certaine puissance tout en continuant à assumer dans ces dernières années un rôle d'intermédiaire très important. La dépendance du pays pas rapport au système capitaliste s'est affirmée tout au long de cette décennie. L'encadrement de l'économie par l'économie capitaliste s'est renforcé. Contrairement à ce qu'affirment les militaires, la domination impérialiste n'a pas diminué elle s'est intensifiée, ce qui paraît évident quand on observe l'ampleur avec laquelle s'est répercutée la crise internationale du capitalisme au cours des dernières années et quand on voit comment l'économie péruvienne est traversée par la plus importante

crise d'une ampleur sans précédent au XXème siècle, résultant de la politique de l'impérialisme et des Forces armées. Dans la gauche péruvienne subsiste une polémique sur la définition de la société péruvienne en tant que société semi-féodale ou société fondamentalement capitaliste. C'est une polémique dépassée d'une certaine façon car il existe une preuve que notre pays n'est plus semi-féodale il suffit de considérer la réforme agraire bourgeoise mise en œuvre par les Forces armées qui a touché plus de 15 000 fermes pré-capitalistes et a favorisé évidemment la création de nouvelles unités de production de type bourgeois ; plus modernes, contribuant à constituer une vaste classe de bourgeoisie moyenne agricole, favorisant la formation d'entreprises comme les sociétés agraires d'intérêt social ou les coopératives agro-industrielles issues du fonctionnement du capitalisme et qui sont loin de correspondre d'une façon quelconque à ce qu'on appelle la semi-féodalité.

### **Front ouvriers-paysans-étudiants populaire (FOCEP).**

#### **2.1 Front de la Gauche révolutionnaire - Parti ouvrier et paysan (FIR-POC)**

La société péruvienne continue d'être une société capitaliste, arriérée, semi-coloniale, fondamentalement dépendante de l'impérialisme américain. Les réformes enregistrées depuis 1968 n'ont pas substantiellement modifié cette situation, en plus d'être dépendant de l'impérialisme yankee, le Pérou s'est également lié dans ces dernières années à l'impérialisme européen et japonais. Les changements qu'il y a eu au cours de cette décennie dans le pays ne sont rien d'autre pour nous que des réformes se situant à l'intérieur du cadre de toutes les réformes qui se sont succédées dans l'économie internationale. Aujourd'hui le pays se trouve lié aux nouvelles formes de pénétration du capital impérialiste, qui touchent principalement les secteurs industriels modernes en laissant dans une certaine mesure en second plan les secteurs traditionnels.

#### **2.2 Parti socialiste des Travailleurs (PST).**

Le PST a participé à la discussion de la gauche péruvienne sur la définition de la société péruvienne d'aujourd'hui. Nous estimons que le gouvernement de Velasco a été un gouvernement nationaliste bourgeois, un gouvernement qui représentait les intérêts extensionnistes et industrialistes des secteurs modernisants de la bourgeoisie péruvienne qui se sont surtout développés dans les années 60 et dont les intérêts de classe se limitaient à la vieille domination oligarchie-proprétaires terriens. Celle-ci s'est exprimée par la suite dans un gouvernement militaire qui plaçait de l'avant certains aspects politiques qui demeureront toujours lettre morte après la crise du gouvernement de Fernando Belaunde qui représentait précisément les intérêts particuliers des secteurs modernes de la bourgeoisie.

(suite dans le prochain numéro).

L'Agence Latino-américaine d'Information - A.L.A.I. - fondée en 1976 par un groupe de journalistes latino-américains publie un **Bulletin Hebdomadaire en Espagnol**. L'information provient de collaborateurs dans différents pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour plus d'informations contactez:

Agence Latino-américaine d'Information 1224 Ste. Catherine O. 403 Tel (514) 861 07 56 MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

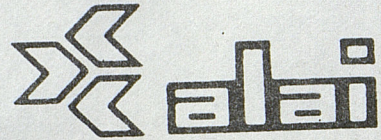




**C.I.A.L.**

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMERIQUE LATINE  
U.E.R. D'ECONOMIE POLITIQUE  
Route de la Tourelle 75571 Paris Cedex 12

CIAL 1 Rue de Panama  
75018 PARIS



AGENCE LATINO-AMERICAINE D'INFORMATION  
1224 STE CATHERINE O 403 TEL 1514 861 0756  
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

## PRESENTATION

Le 16 janvier paraît un nouveau périodique bi-mensuel d'informations sur l'Amérique Latine: le bulletin CIAL-ALAI et son supplément BIOSAL d'informations ouvrières et syndicales de l'Amérique Latine.

Il est élaboré par un groupe de journalistes et syndicalistes latino-américains, à partir d'une analyse et d'une vision commune du travail d'information à accomplir dans le contexte actuel.

Ayant constaté que la succession des mesures du contrôle de l'information a éliminé ou réduit les possibilités d'expression de larges secteurs de la population, syndicats et organisations de masses en particulier, ils ont décidé de privilégier les informations qui ont pour source les publications des organisations populaires, l'apport des correspondants et collaborateurs liés à la réalité locale ainsi que celui des masses-média indépendants.

De ce fait ils se sont engagés à ouvrir les pages de leur bulletin à tous les secteurs et tendances présents dans la vie politique de l'Amérique Latine.

Paris, Janvier 1979 .



40P 9801